

M. Nesbitt: Ne vous aventurez pas dans ce domaine.

M. Woolliams: Je veux vous lire maintenant les quatre points développés dans l'éditorial au sujet de la politique à adopter:

On doit décider, une fois pour toutes, que le gouvernement de Tchang Kai-Chek ne peut continuer à prétendre être le gouvernement de la Chine continentale qu'aucun de ses hauts fonctionnaires n'a même vue depuis quinze ans. Plutôt que de nourrir ce mythe légal—un peu semblable à celui du Comte de Paris prétendant au Trône de France—nous devrions concentrer nos efforts pour protéger la liberté et l'autodétermination du château fort de Tchang, Formose. Ce territoire ne doit jamais être cédé à la Chine communiste.

Voilà pour le premier point. Le deuxième:

Il lui faut renoncer à l'idée absurde de maintenir les 700 millions de Chinois perpétuellement isolés des voies normales des échanges commerciaux et diplomatiques.

Je m'arrête un instant. A mon sens, l'ancien gouvernement conservateur a eu le mérite d'ouvrir la voie au commerce avec la Chine. Le gouvernement actuel a poursuivi cette politique, mais il lui faudrait l'élargir.

Plus la Chine aura d'engagements internationaux à longue échéance, moins grand sera la probabilité qu'elle passe les cent coups.

Troisième point:

Il faudrait déployer un effort dynamique pour hausser le niveau du conflit qui existe présentement entre la Chine et les États-Unis, en sorte que soit reconnu le droit de la Chine à être respectée et traitée comme la grande nation qu'elle a toujours été. Tout en craignant qu'elle mette au point des fusées nucléaires, nous devons nous rappeler que c'est elle qui a inventé les fusées—tout comme le papier et l'imprimerie—les Chinois se rappellent avec fierté que leur pays était très évolué alors que l'Occident était encore un monde barbare. Nous pourrions songer, par exemple, à inviter la Chine à se joindre aux autres grandes puissances pour l'exploration de l'espace. Nous devons essayer, par tous les moyens honorables, de faire une brèche dans la haine de Mao, d'atteindre les Wong Tsens et les jeunes chefs de la Chine future.

Quatrième point:

En même temps, nous devons être prêts à mettre cartes sur table si les chefs chinois démontrent de plus en plus qu'ils se préparent à la guerre et incitent leurs citoyens à se tenir prêts—bref, s'ils se dirigent clairement dans la voie d'un néofascisme. Nous ne devons pas répéter l'erreur des Anglais et des Français qui n'ont pas arrêté Hitler alors qu'il était encore temps. Nous devons être prêts, indépendamment de toute intervention soviétique ou de la condamnation des Nations Unies, à détruire la puissance nucléaire chinoise en bombardant avec une haute précision ses réacteurs et ses arsenaux avant que sa puissance soit devenue indestructible. Si terrible que soit cette solution, nous ne devons pas l'exclure de nos projets, ni manquer d'avertir les Chinois de notre intention. Autrement, nous mettrions en danger l'existence même de l'Amérique.

Voilà donc les quatre points, que je me permettrai maintenant de résumer. Tout d'abord, le gouvernement de Formose n'est pas

le gouvernement actuel de la Chine continentale du fait que, comme l'a signalé le rédacteur et comme des députés l'ont déjà rappelé au cours du présent débat, il l'a quittée depuis quinze ans. Je le répète, comment pourrions-nous continuer à ne pas tenir compte de 700 millions de personnes, tant du point de vue commercial que diplomatique? Nous devons reconnaître la Chine comme une grande nation, tâcher de régler avec elle nos problèmes internationaux d'ordre économique et autre, et la faire participer au concert international. Avant tout, nous devons toujours être disposés... Mais je vois qu'il est six heures, monsieur le président.

L'hon. M. Martin: Le député pourrait peut-être terminer, afin que nous puissions adopter le crédit.

M. Woolliams: Non. J'ai quelques autres observations à faire. Cela ne sera pas long.

L'hon. M. Martin: Pourquoi pas tout de suite?

M. Woolliams: Je n'y tiens pas.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

M. Woolliams: Monsieur le président, immédiatement avant l'heure du souper, je parlais de la reconnaissance diplomatique de la Chine rouge par le Canada. Certaines questions ont été posées par le ministre et, dans l'intervalle du souper, j'ai pu parcourir mes dossiers et je vois maintenant qu'il nous présentait probablement la question dans l'ordre chronologique.

Je ne dis pas que le problème soit facile. Nous devons y travailler avec nos amis et nos alliés, mais je me suis exprimé assez clairement sur les quatre points auxquels, me semble-t-il, nous devrions nous attacher sérieusement. C'est donc pourquoi je me suis opposé, et, cependant, avec respect, au genre de réponse que j'ai reçue à la question que j'avais fait inscrire l'autre jour au *Feuilleton* au sujet de l'attitude du gouvernement.

Dans son article expédié de Tokyo, qui a paru dans le numéro du 7 septembre du *Globe and Mail* de Toronto, M. Emerson Chapin, du service du *Times* de New-York, déclarait:

M. Paul Martin, secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, a déclaré samedi que le gouvernement canadien ne croit pas à l'idée d'isoler la Chine et d'intensifier...

C'est peut-être un nouveau mot...

...ses relations non-diplomatiques avec Pékin «sur une échelle modeste et réciproque».